



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5206 - Dimanche 25 octobre 2020 - Prix : 10 DA

Pandémie

250 infections et 10 décès en 24 heures

Page 2

Non-respect des mesures de prévention Covid-19

Crainte d'une recrudescence des contaminations

Page 2

Le mieux l'ennemi du bien

Par Mohamed Habili

Lorsqu'en août dernier Tripoli, puis Tobrouk, par l'intermédiaire de leurs plus hautes autorités, avaient annoncé l'arrêt de tous les combats, celui-ci était déjà effectif depuis plusieurs mois déjà. Le monde n'en a pas moins salué les deux déclarations comme si elles mettaient fin à des hostilités en cours à l'instant précis où elles intervenaient. L'accord entre les deux camps libyens remonte en réalité à la conférence de Berlin, qui s'était tenue en janvier de cette année. Et maintenant que ce même relativement vieux cessez-le-feu se veut à la fois national et permanent, suivant l'accord réalisé à Genève jeudi dernier sous l'égide des Nations unies, incarnée en l'occurrence par l'Américaine Stephanie Williams, la remplaçante intérimaire de Ghassan Salamé, le monde s'en est félicité comme si la Libye était désormais à deux doigts de retrouver la paix et de recouvrer son unité pleine et entière. Williams qui s'est exprimée également en arabe a semblé manquer de mots pour faire l'éloge des négociateurs libyens, pourtant absents au moment du point de presse. Il s'en est trouvé pour penser que si ces derniers n'étaient pas présents à ses côtés, c'était pour éviter que leur langage corporel ne contredise ses propos. Jusqu'à présent tout au moins, il n'y a qu'un seul Etat, de surcroît partie prenante au conflit, qui ait mis clairement en doute la crédibilité de ce cessez-le-feu permanent. C'est la Turquie, et par la bouche de son président, Recep Tayyip Erdogan.

Suite en page 3

Benbouzid au sujet du rebond du coronavirus

La situation sanitaire est «inquiétante»



PH/D. R.

Faisant état d'une situation épidémiologique «préoccupante» après le rebond du nombre des contaminations ces derniers jours, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a déploré «partout» un relâchement concernant le respect des mesures sanitaires, comme le port du masque et la distanciation.

Page 2

Dernière ligne droite avant le scrutin

Les animateurs de la campagne référendaire accélèrent la cadence

Regards Référendum sur la Constitution

La voix du peuple

Page 3

Page 3

Coronavirus/Sur recommandation du staff médical de la Présidence Le Président Tebboune en «confinement volontaire» de 5 jours

LE STAFF médical de la Présidence de la République a recommandé au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, «d'observer un confinement volontaire de 5 jours», après avoir constaté que plusieurs cadres supérieurs de la Présidence de la République et du gouvernement présentent des symptômes de contamination au nouveau coronavirus (Covid-19).

«Après avoir constaté que plusieurs cadres supérieurs de la Présidence de la République et du gouvernement présentent des symptômes de contamination au nouveau coronavirus (Covid-19), le staff médical de la Présidence a recommandé au président de la République d'observer un confinement volontaire pour une période de 5 jours à compter du 24 octobre 2020», indique, hier, un communiqué de la Présidence de la République. Le président Tebboune a, par ailleurs, affirmé qu'il s'acquittera à distance de ses missions jusqu'à la fin de son confinement volontaire, rassurant ses compatriotes qu'il se «porte bien». «Conformément aux recommandations du staff médical, j'ai entamé volontairement une période de confinement suite à la contamination au nouveau coronavirus de cadres supérieurs de la Présidence de la République et du gouvernement. Je vous rassure, mes frères et sœurs, que je me porte bien et que je poursuis mon travail à distance jusqu'à la fin de la période de confinement», a-t-il posté sur son compte officiel Twitter. Le Président Tebboune a imploré «Dieu Tout-Puissant de guérir toutes les personnes contaminées et de préserver notre chère Algérie de tout malheur».

R. N.

Crise /ONU
L'Algérie salue l'accord de cessez-le-feu global en Libye

L'ALGÉRIE a accueilli favorablement l'accord de cessez-le-feu global en Libye, signé entre les parties libyennes ayant pris part au dialogue de la commission militaire conjointe (5+5), tenu dans la ville suisse Genève, sous l'égide des Nations unies, exprimant le souhait que cet accord soit «permanent, contraignant et respecté», indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères. L'Algérie considère que cet accord constitue «une véritable lueur d'espoir pour la réussite du processus de dialogue national inclusif, en vue de parvenir à un règlement politique pacifique qui tienne compte de l'intérêt suprême de la Libye et de son peuple frère», a précisé la même source. L'Algérie appelle, en outre, «toutes les parties libyennes à se conformer et appliquer cet accord, en toute sincérité et de bonne foi».

T. H.

Benbouzid au sujet du rebond du coronavirus

La situation sanitaire est «inquiétante»

■ *Faisant état d'une situation épidémiologique «préoccupante» après le rebond du nombre des contaminations ces derniers jours, le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, a déploré «partout» un relâchement concernant le respect des mesures sanitaires, comme le port du masque et la distanciation.*

Par Meriem Benchaouia

Intervenant vendredi soir sur le plateau de l'ENTV, le Professeur Benbouzid a mis en garde les citoyens contre les conséquences du non-respect des mesures de prévention. «La propagation du coronavirus est inquiétante à cause du non-respect des mesures préventives dans certaines wilayas», a-t-il déclaré. Le ministre de la Santé a également fait savoir que «deux nouveaux foyers de la pandémie ont été localisés dans les wilayas de M'sila et de Jijel», rajoutant que «les wilayas de Annaba et de Skikda ont enregistré des taux de contamination plus faibles». Selon lui, bien que les taux de contamination et de décès quotidiens soient faibles, en comparaison avec d'autres pays, «l'évolution future de la pandémie reste une source de peur». «Lors de mes visites dans les wilayas, j'ai constaté que les citoyens avaient abandonné le port du masque, une des raisons de l'augmentation du nombre des contaminations par le coronavirus», a-t-il regretté. A cet effet, le ministre de la Santé a fait savoir que ses services ont entamé des enquêtes sur le terrain pour identifier les raisons de la propagation du coronavirus dans certaines wilayas. Pour le ministre de la Santé, ce rebond de la maladie indique que le risque est permanent et qu'il faut donc continuer à rester prudent pour éviter que les cas de contamination ne se développent davantage. Revenant sur la situation épidémiologique dans le monde, l'invité a souligné que «la pandémie de Covid 19 a détruit de grandes puissances mon-



diales, sur le plan économique et sanitaire, comme les Etats-Unis». «Ce virus est un grand et réel danger pour tous les pays de monde. Les pays, avec les systèmes de santé solides, on imposé, à nouveau, le confinement sanitaire, à l'instar de la fermeture des restaurants et des cafés, comme c'est le cas en France, en Irlande et même en Allemagne qui avait pourtant bien maîtrisé la pandémie», a fait savoir le ministre. Par ailleurs, le ministre a révélé que 103 décès ont été enregistrés dans le secteur de la Santé, depuis le début de la pandémie de Covid-19 en Algérie. Dans ce sens, le Professeur Benbouzid a expliqué que 7 100 infections ont été enregistrées dans son secteur depuis le mois de février, et elles comprenaient des médecins, des infirmières, des ambulanciers et les autres employés du secteur.

Le premier responsable du secteur a souligné, à cet effet, qu'une réunion est prévue avec l'ensemble des directeurs des hôpitaux pour analyser la situation pandémique du pays et préparer une éventuelle grande vague de contaminations. A propos de l'acquisition d'un vaccin contre le Covid-19, Benbouzid a indiqué que l'Algérie achètera le vaccin dès sa mise sur le marché

mondial, à condition que son efficacité soit prouvée. «Le président de la République nous a ordonné d'acquiescer le vaccin anti Covid-19 dès sa mise sur le marché mondial», a-t-il dit. Selon lui, l'Algérie est entrée en contact avec nombre de laboratoires mondiaux, chinois, américain et britannique, qui travaillent pour produire un vaccin anti Covid-19.

M. B.

Pandémie 250 infections et 10 décès en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré 10 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, un cas de plus qu'hier (9), portant à 1 907 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 250 cas, soit 23 cas de moins par rapport au bilan d'hier (273), pour atteindre au total 55 880 cas confirmés.

R. N.

Non-respect des mesures de prévention Covid-19 Crainte d'une recrudescence des contaminations

Les contaminations au coronavirus ont beaucoup augmenté ces derniers jours, à travers différentes wilayas. Si l'Algérie est jusque-là épargnée par la deuxième vague qui déferle sur bien des pays, la tendance haussière des nouveaux cas suscite toutefois beaucoup d'appréhensions. Des appréhensions amplement justifiées, d'autant que des constats de laisser-aller et de relâchement flagrant sont à signaler. Des citoyens moins vigilants qu'avant et plutôt rassurés par les bons résultats donnés par les mesures décidées dans le cadre de la stratégie nationale de lutte contre l'épidémie, n'observent pas la moindre précaution. En conséquence, dans biens d'établissements de santé affectés à la prise en charge des personnes atteintes de Covid-19, le nombre des cas nécessitant une hospitalisation ne cesse d'augmenter. Des médecins et des spécialistes de la santé réitérent leurs appels à la vigilance. Ces derniers jours, deux autres médecins ont perdu la vie au «front», en luttant contre le virus. De nouvelles donnes liées, entre autres, à la rentrée sociale, scolaire et universitaire, augmentent de scénarios difficiles à gérer. Dans les

universités, ouvertes depuis plusieurs jours, des enseignants ont déploré le comportement d'un grand nombre d'étudiants et de travailleurs. «Des groupes d'étudiants sont formés à longueur de journée, palabrant sans bavettes, ni le moindre respect de la mesure de distanciation sociale», nous dira une enseignante à l'Université d'Alger, regrettant aussi «l'absence du gel hydro-alcoolique et, parfois, la non-utilisation systématique du thermomètre». Dans les établissements scolaires, la situation n'est pas meilleure. Le problème se pose moins à l'intérieur des écoles qu'à l'extérieur, où des parents d'élèves, qui viennent récupérer leur progéniture, provoquent des scènes ahurissantes. Des dizaines, des vingtaines de femmes si ce n'est plus, trouvent un malin plaisir à s'agglutiner devant le portail pendant plusieurs minutes, attendant la sortie des élèves. Certaines d'entre elles ne portent même pas de bavette, d'autres se parlent, parfois à haute voix, sans la moindre protection ou distanciation physique. Ainsi, des parents soucieux de la santé de leurs enfants risquent, par leur ignorance, de provoquer un

nid de transmission du virus. Si le gouvernement a jusque-là opté pour le confinement et décidé des sanctions pour arrêter la propagation du virus, d'autres mesures, adaptées à certaines situations, sont vivement recommandées. Cela d'autant que l'on assiste à des scènes pour le moins inacceptables. Faut-il citer le cas des fêtes de mariage, célébrées en grande pompe et dans l'impunité totale. A Alger-Centre, l'on assiste incrédule à des cortèges, accompagnés de youyous et zorna, qui défilent sans que les mesures de prévention ne soient respectées et ce, au vu et au su de tous, y compris des autorités. Dans plusieurs marchés du centre de la capitale, une anarchie qui risque de s'avérer incontrôlable est enregistrée. «Il est anormal de fermer le marché Ferhat-Boussaad pour non-respect des mesures sanitaires, et laisser les vendeurs anarchiques attirer des foules de clients et vendre sans aucune précaution», s'indigne un citoyen. Tout compte fait, à ce rythme, il est à craindre que la barre symbolique des 300 cas/jour soit dépassée dans les tout prochains jours.

Aomar Fekrache

Dernière ligne droite avant le scrutin

Les animateurs de la campagne référendaire accélèrent la cadence

■ À quelques jours de la fin de la campagne référendaire prévue le 28 octobre, les animateurs redoublent d'efforts et multiplient les sorties à la rencontre des citoyens, en vue d'une large mobilisation pour la réussite du référendum du 1^{er} novembre prochain.

Par Louisa Ait Ramdane

Les animateurs de la campagne référendaire, parmi lesquels les partis politiques et acteurs de la société civile, ont fait part de leur soutien au projet de révision de la Constitution initié par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, estimant que la révision de la Constitution et la relance économique constituent une nécessité pour l'avenir du pays. Le mouvement El Islah, l'ANR, Front El Mostakbal, FLN ainsi que d'autres, annoncent sans ambiguïté leur soutien au projet de révision.

Ils ont ainsi mis l'accent sur l'importance d'une forte mobilisation des citoyens pour voter en faveur de la nouvelle Constitution le 1^{er} novembre prochain, en vue de permettre l'édification de l'Algérie nouvelle.

Ainsi, le président du Mouvement El-Islah, Filali Ghouini, a appelé à la participation massive au référendum du 1^{er} novembre prochain, qui sera, a-t-il appuyé, «une étape importante dans l'édification d'un Etat moderne». Il a précisé, dans un meeting à Constantine, que le projet d'amendement de la Constitution ouvre de vastes horizons, non disponibles auparavant, en faveur notamment des jeunes universitaires, à travers des garanties pour le changement revendiqué, contenues dans la Constitution.

Dans le même sillage, le président du parti El-Karama par intérim, Mohamed Daoui, a souligné à Relizane que le projet d'amendement de la Constitution est une étape importante dans



Ph.D.R.

l'histoire de l'Algérie et constitue une rupture avec les pratiques du passé.

Le président du parti Sawt Echaab, Lamine Asmani, a appelé, hier à Khenchela, les citoyens à une participation massive à ce rendez-vous.

Pour sa part, le président du Front national des libertés (FNL), Mohamed Zerrouki, a soutenu depuis Oran que le projet d'amendement de la loi fondamentale est une occasion pour remettre le pays sur les rails du développement, car il offre les moyens juridiques nécessaires pour régler les problèmes de l'Algérie et des Algériens. Pour réaliser le changement, a-t-il affirmé, l'Algérie a besoin de la force du peuple et cette force doit se manifester le 1^{er} novembre prochain avec une

forte participation au référendum et voter pour le projet d'amendement de la Constitution.

Dans le même sillage, le secrétaire général du parti du Front de libération nationale (FLN), Abou El Fadhl Baadji, a indiqué depuis M'sila que le projet d'amendement de la Constitution a besoin d'un soutien populaire. Il a fait savoir, à ce propos, que son appel à voter en faveur de la nouvelle Constitution découlait de plusieurs convictions, notamment le fait que le texte incarne, voire consacre la souveraineté populaire comme unique source du pouvoir ainsi que l'alternance au pouvoir. Le président du Front national pour la justice sociale (FNJS), Khelif Redouane, a relevé depuis Saïda que le projet d'amendement de la Constitution

comprend dans ses textes deux dimensions, politique et sociale, consacrant l'unité du peuple algérien, en mettant l'accent sur l'importance de participer au référendum du 1^{er} novembre. Il a ajouté que le projet d'amendement de la Constitution comprend de nouveaux articles venus satisfaire les revendications du Hirak populaire, à travers la concrétisation de l'édification d'une Algérie nouvelle et forte. Enfin, le vice-président du mouvement El Bina national, Ahmed Dane, a, quant à lui, appelé, lors d'un meeting à Alger, le peuple à voter massivement au référendum du 1^{er} novembre pour le parachèvement du processus de réformes engagées dans le cadre de l'édification de l'Algérie nouvelle.

L. A. R.

Le mieux l'ennemi du bien

Suite de la page une

Sans la Turquie, Tripoli serait tombé aux mains de l'Armée nationale libyenne dirigée par le général Haftar. Sans elle également, le camp de Tripoli serait exposé à une nouvelle offensive de l'ANL, qui alors pourrait obtenir gain de cause. Cela signifie qu'il faut prendre au sérieux les doutes exprimés par Erdogan sur la viabilité de ce cessez-le-feu. Sans doute bien des bords, et non des moindres, dont les Etats-Unis et l'Union européenne notamment, l'ont chaleureusement appuyé. Mais ni Tripoli ni Tobrouk ne se sont encore prononcés à son sujet. On ne sait trop non plus ce qu'en pense la Russie. Erdogan a justifié son scepticisme par ceci que les négociations n'avaient pas été menées par des représentants de haut niveau, mais par des subalternes. Ce disant, le président turc s'est toutefois gardé de paraître tout à fait certain que le cessez-le-feu ne tiendrait pas longtemps. Il se serait montré plus affirmatif, ç'aurait été le meilleur indice que ce cessez-le-feu était en effet condamné, son pays était un acteur de première importance en Libye, encore qu'il ne soit pas le seul. Compte tenu de toutes ces réserves, la question qui se pose ne peut être que la suivante : l'accord de Genève censé instaurer un cessez-le-feu permanent, n'a-t-il pas en réalité nui grandement à celui qui existait depuis des mois avant que lui-même n'intervienne ? Autrement dit, le mieux ne serait-il pas là aussi l'ennemi du bien ? En voulant aller plus vite que la musique, l'ONU n'a-t-elle pas créé les conditions d'un retour en arrière de la crise libyenne ? Un retour aux hostilités, pour parler clairement. Un accord de cette signification aurait dû être négocié puis paraphé par des personnalités de premier plan venant de part et d'autre de la ligne de démarcation. Quand de plus c'est l'une des principales parties au conflit qui sans le récuser explicitement dit cependant ne pas trop y croire, on peut se demander s'il n'est pas un accord mort-né. Pire encore, une provocation par ignorance.

M. H.

suite, réhabiliter le statut de l'enfant, le médecin de ses parents... et surtout le statut de ses ministres, pour que tout le monde reprenne sa véritable place, constitutionnellement parlant.

M. H.

Regard

Par Mourad Hadjersi

Les Latins disaient «Vox populi, vox Dei», littéralement «La voix du peuple est la voix de Dieu», c'est sans doute tout l'esprit de cette expression que notre pays s'approprie à concrétiser, dans une semaine, lors du référendum sur la nouvelle Constitution, «matrice» de toutes les lois qui vont régir la vie politique, économique et sociale de la nation pour les décennies à venir.

En dépit des tiraillements idéologiques, des oppositions dans certains cas et surtout de la ferveur chez d'autres et au-delà de la «sentence» que prononceront les urnes, au soir de dimanche prochain, l'Algérie est en passe de vivre une expérience

Référendum sur la Constitution La voix du peuple

unique depuis son indépendance. Le pays a connu des joutes électorales similaires par le passé, mais jamais dans un climat pareil, un climat de «concurrence», de débats qui, il est vrai, dérapent de temps à autre, mais qui illustrent, en vérité, l'intérêt que porte le citoyen algérien, cette fois-ci au contenu de la Constitution de son pays. Qu'on le veuille ou non, nous sommes loin des ambiances d'antan où l'aboutissement de ce genre de vote est scellé d'avance par les gouvernants et qu'il ne restait au peuple que de jouer le jeu du figurant. Cette fois-ci, la tendance générale est trop proche d'un test d'une réelle démocratie que le Peuple algérien va tenter de passer, au-delà de quelques imperfections sur le

plan organisationnel. Le climat imposé par la pandémie de Covid-19 ne facilite guère l'organisation d'un référendum dans les conditions idoines.

Ce test ne s'applique pas, en fait, uniquement aux autorités qui sont appelées à réunir les meilleures conditions pour le déroulement du référendum de dimanche prochain, mais aussi et surtout au citoyen soucieux de l'avenir de son pays et surtout de celui de ses enfants. C'est à ce dernier, par sa mobilisation, son engagement, et surtout par sa forte participation que la réussite de cette consultation électorale serait réelle. C'est au citoyen d'imposer la «réhabilitation» de sa voix comme élément fondamental dans l'élaboration de toutes les lois qui régissent son

pays et cela ne peut se manifester que par une forte participation quand il est sollicité à donner son avis, comme c'est le cas la semaine prochaine.

Le référendum sur la Constitution n'est que le premier palier dans le processus des réformes engagées par le président de la République afin de corriger les imperfections d'un mode de gestion des affaires publiques proche du chaotique, notamment durant les dernières décennies. Des imperfections qui ont ouvert la voie à toute sorte d'incuries, de gabegies, et notamment de mépris vis-à-vis d'un peuple que ses dirigeants devaient servir. Ce n'est qu'en réhabilitant et faisant valoir le poids de sa voix dans les urnes, que tout le peuple pourra, par la

Depuis le lancement du Plan national de reboisement Un milliard de plants mis en terre en 20 ans

■ Plus d'un milliard de plants ont été mis en terre depuis le lancement du Plan national de reboisement, soit l'équivalent de 825 000 hectares de plantations, dont 300 000 hectares en arbres fruitiers, selon un bilan établi par la Direction générale des forêts, à la veille de la célébration de la Journée nationale de l'arbre, le 25 octobre.

Par Hamid M.

Initié avec pour objectif l'émergence de systèmes économiques permettant aux populations rurales de disposer de moyens de subsistance, de stabilité et de développement, le PNR, mis en œuvre en 2000, portait sur un objectif global de plantation de 1 245 900 ha sur une période de 20 ans, a indiqué la DGF dans un bilan transmis à l'APS.

Cet objectif tracé comprenait le reboisement industriel à base de chêne-liège (75 000 ha), le reboisement de production (250 000 ha), le reboisement de protection des bassins versants et lutte contre la désertification (895 260 ha) et le reboisement d'agrément et récréatif (25 640 ha).

Ainsi, le taux de boisement à travers la mise en œuvre du PNR a été relevé de 11 % à 13 %, a précisé la DGF qui rappelle qu'en 1962, l'Algérie, sur une superficie initiale de 5 millions d'ha de forêt, ne disposait que de 3 millions d'ha environ, dont 2 millions représentant des vestiges de forêts.

Grâce aux efforts de reboisement et de régénération déployés dans le cadre de plusieurs programmes en vue d'augmenter le taux de couverture végétale naturelle et lutter contre l'érosion, ce patrimoine forestier a été ramené à 4,1 millions d'ha aujourd'hui, note la DGF.

Il s'agit notamment du lancement des chantiers populaires de reboisement (CPR) durant les années 60, de l'initiation du barrage vert durant les années 1970 et 1980, des grands travaux durant les années 1990 et du PNR.

Le patrimoine forestier national est composé essentiellement du pin d'Alep (70



%), du chêne-liège (21 %) et d'autres espèces qui s'étalent sur des superficies moindres comme le cèdre, le chêne vert, le chêne Zeen et Afares, le thuya et l'eucalyptus.

Cependant, malgré les efforts consentis par les pouvoirs publics pour la reconstitution et l'extension du patrimoine forestier, «la dégradation persiste, notamment par la récurrence des incendies durant la période estivale», relève la DGF.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a décidé de mettre l'accent sur la nécessité de redynamiser le Plan national de reboisement ainsi que la relance et la réhabilitation du barrage vert, à travers le lancement d'une vaste campagne de reboisement sur le territoire national.

Avec l'implication de l'ensemble des citoyens et institutions sous le pilotage du ministère de l'Agriculture et du

Développement rural, un programme de plantation de 43 millions d'arbres a été ainsi lancé en 2019.

Plan 2020-2024 : reboiser 30 000 hectares

L'ambition affichée est celle de planter durant le quinquennat 2020-2024 un total de 30 000 hectares en plants forestiers, fruitiers et pastoraux, en vue de reconstituer les écosystèmes forestiers ayant subi diverses dégradations, notamment les incendies qui ravagent chaque année des superficies importantes.

Ce plan quinquennal de reboisement, qui sera confié aux entreprises de réalisation publiques (le groupe de génie rural) et privées, vise la reconstruction par le repeuplement dans le cadre de l'aménagement des forêts, ainsi que la lutte contre la

désertification en zone step-pique, présaharienne et saharienne.

La DGF compte réaliser à travers ce programme des extensions du barrage vert, la protection du milieu oasien ainsi que la réhabilitation de la nappe à alfa.

L'aménagement des bassins versants et le développement des zones de montagne sont également concernés par ces plantations.

A l'occasion de la Journée nationale de l'arbre, le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, à travers la Direction générale des forêts, compte célébrer cet événement à travers les 48 wilayas sous le slogan «Un arbre pour chaque citoyen», pour que chaque citoyen adopte un arbre et l'entretienne durant toute sa vie, souligne le document de la DGF.

Le choix de ce thème permettra de «se pencher sur

l'importance des forêts dans les villes et sur le rôle important qu'elles jouent sur la santé et le bien-être de l'homme», a précisé la DGF.

«La célébration de cette journée est une opportunité pour rappeler au public que la forêt remplit plusieurs fonctions de protection, y compris la protection des sols contre l'érosion hydrique et éolienne, au maintien de la biodiversité de façon significative et l'atténuation des effets de serre dus aux changements climatiques», a-t-elle souligné.

Dans ce cadre, l'ensemble de la population a été invitée à participer aux manifestations organisées par la DGF à travers ses structures décentralisées au niveau de tout le territoire national, tout en respectant les consignes de protection recommandées par le secteur de la Santé par rapport à la pandémie Covid-19.

H. M.

Pour évaluer l'efficacité du dispositif de secours Protection civile : exercice de simulation d'un séisme

La Direction générale de la Protection civile a organisé hier une manœuvre de simulation pratique d'un tremblement de terre dans la wilaya de Boumerdès afin d'évaluer l'efficacité du dispositif de secours sur le plan opérationnel et de gestion», indique un communiqué des services de communication de cette institution.

La manœuvre de simulation a consisté en «un tremblement de terre d'une magnitude de 6,8 sur l'échelle de Richter dont l'épicentre est situé à 8 km au nord de la commune de Boumerdès, occasionnant des pertes en vies humaines et des dommages importants sur le tissu urbain, les infrastructures et les habitations, la zone fortement touchée étant celle des communes de Boumerdès et Zemmouri, avec

une rupture totale des réseaux de télécommunications», précise la même source. Cet exercice de «grande envergure», entrant dans le cadre de l'exécution du programme opérationnel annuel pour la réduction des risques majeurs, en particulier le risque sismique, a vu la participation de 629 éléments, dont 489 de la Protection civile, faisant partie essentiellement des équipes de sauvetage-déblaiement et cynotechnique, ainsi que de l'Unité nationale d'instruction et d'intervention de Dar el Beida.

Ont pris également part à cet exercice, des détachements de renfort des wilayas de Boumerdès, Médéa et Bouira, ainsi que 140 participants représentant les organes de communication et d'information, tels que l'Agence spatiale algérienne,

Algérie Télécom Satellite, l'Agence nationale des fréquences, Algérie Télécom et des opérateurs de téléphonie mobile.

L'objectif principal recherché à travers cet exercice de simulation est de «tester la continuité du fonctionnement des services de télécommunications, notamment au niveau des postes de commandement et au profit de la population, et de permettre aux services de la Protection civile d'évaluer l'efficacité du dispositif de secours mis en place sur le plan opérationnel, gestion et module communications».

Il s'agit concrètement de tester «le fonctionnement des différents niveaux de la chaîne de commandement, la couverture et l'organisation des transmissions, la coordination avec le module télécom en

cas de rupture des réseaux de télécommunications, l'interopérabilité des détachements de renfort et les techniques opérationnelles de sauvetage-déblaiement».

L'exercice permettra aussi aux acteurs des services de télécommunications de vérifier dans des conditions proches du réel «la continuité des services télécom et de tester le déploiement des équipements, la coordination entre les différents opérateurs et l'itinérance des réseaux des différents opérateurs».

La ville de Boumerdès avait été secouée le 21 mai 2003 par un séisme de magnitude 6,8 sur l'échelle de Richter qui avait fait plus de 2 000 morts et 10 000 blessés.

Hocine C.

Ciment

L'Algérie parie sur l'exportation d'un surplus de production

■ Le ministre du Commerce, Kamel Rezig, a affirmé, depuis la wilaya de Biskra, que «l'Algérie parie sur l'exportation d'un surplus de production de ciment, estimé à 20 millions de tonnes».

Par Lyllia K.

Donnant le coup d'envoi de l'opération d'exportation d'une cargaison de 5 000 tonnes de ciment produit par

France La baisse de l'activité du secteur privé s'accélère en octobre

L'ACTIVITÉ DU SECTEUR privé a de nouveau reculé en octobre en France, après une première baisse en septembre depuis le déconfinement, confirmant l'arrêt de la reprise économique, selon un indicateur provisoire publié par le cabinet IHS Markit. L'indice Flash composite de l'activité globale s'est replié à 47,3 points en octobre, contre 48,5 points en septembre, tombant ainsi à un plus bas niveau depuis cinq mois. Un chiffre en-dessous de 50 indique une contraction de l'activité, quand un chiffre au-dessus reflète une expansion. Cette «accélération» de la contraction de l'activité s'explique par les mesures de couvre-feu imposées par le gouvernement pour faire face à la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19, explique IHS Markit dans un communiqué. Elle touche le secteur des services, tandis que la production manufacturière continue de progresser, même si c'est à un rythme moins soutenu. «Ce nouveau repli de l'activité globale reflète une forte détérioration de la demande», les entreprises interrogées par le cabinet ayant rapporté une deuxième baisse mensuelle consécutive des nouvelles affaires. Cette baisse de la demande a conduit les entreprises à «de nouveau réduire leurs effectifs en octobre» et à diminuer leurs prix de vente malgré l'augmentation de leurs coûts, souligne aussi IHS Markit. «Les entreprises privées françaises n'ont maintenant plus qu'à espérer que les dernières mesures imposées par le gouvernement parviendront à freiner la progression du virus, la clientèle des entreprises n'étant pas prête à s'engager dans des projets de grande ampleur alors que la contamination poursuit une trajectoire ascendante», estime Eliot Kerr, économiste chez IHS Markit, cité dans le communiqué. Mais selon lui, avec l'hiver qui approche, «une baisse marquée du nombre de cas et une réouverture totale de l'économie semblent toutefois fort peu probables», une situation de mauvais augure pour la période des fêtes de fin d'année, «habituellement cruciale» pour beaucoup d'entreprises.

R. E.

l'entreprise de ciment «Silas» à Djemorah vers le Niger, le ministre a indiqué que «l'Algérie dispose de potentiels industriels de plus de 40 millions de tonnes annuellement», soulignant que le pays «a besoin de 20 à 22 millions pour satisfaire des besoins locaux».

«Le surplus de production sera exporté et garantira, ainsi, une rentrée d'argent s'élevant à 900 millions USD», a-t-il fait savoir avant d'ajouter que «son département ministériel a déterminé 10 domaines de production au niveau national, dont l'exportation du ciment, comme stratégie au titre de l'année 2021». «Les efforts fournis par les opérateurs économiques et industriels dans le ciment méritent d'être encouragés», a ajouté M. Rezig qui a exhorté ces mêmes opérateurs «à augmenter le volume de la production destinée à l'exportation», en les assurant de l'ouverture, à cet effet, des frontières terrestres et maritimes, ainsi que de toute l'aide et de tout l'accompagnement qui leur seront fournis. Annonçant, dans ce contexte, «la tenue, durant la semaine prochaine, d'une rencontre au



PH.D. R.

niveau du ministère avec les opérateurs industriels dans le ciment, dans l'objectif de déterminer les obstacles, ainsi que les voies à même d'exploiter les marchés mondiaux et d'y accéder avec le label made in Algeria». M. Rezig a appelé ces opérateurs à

l'union et à la coordination entre eux.

Lors de sa visite dans la wilaya de Biskra, le ministre a inspecté plusieurs infrastructures relevant de son secteur, telles le laboratoire de contrôle de qualité et le siège de la Direction du

commerce dans le chef-lieu de la wilaya, avant d'écouter, dans la cimetière de la commune de Djemorah située à 43 km au nord du chef-lieu, un exposé sur l'état et les perspectives du ciment.

L. K.

Bourse

Wall Street sans enthousiasme sur un plan de soutien de l'économie

Wall Street a fini proche de l'équilibre vendredi et en baisse sur la semaine dans un marché de moins en moins confiant sur le vote d'un plan de relance aux Etats-Unis, à une dizaine de jours de l'élection présidentielle. Son indice vedette, le Dow Jones Industrial Average (DJIA), a cédé 0,10 % à 28 335,57 points. Le Nasdaq, à forte coloration technologique, est monté de 0,37 % à 11 548,28 points. L'indice élargi S&P 500 a gagné 0,34 % à 3 465,39 points. De lundi à vendredi, le DJIA est descendu de 0,95 %, le Nasdaq de 1,05 % et le S&P 500 de 0,53 %. «Le marché aimerait vraiment voir un texte avant le scrutin», indique Karl Haelling de LBBW. Le secrétaire américain au Trésor a affirmé vendredi qu'il y avait «encore des différences considérables» entre les positions des républicains et des démocrates dans les négociations.

«Mais vu que la Bourse ne baisse pas beaucoup, même avec les nombreuses

incertitudes, cela laisse à penser que les investisseurs attendent l'élection en se disant que de nouvelles mesures de relance seront, au pire, votées l'année prochaine», observe M. Haelling. S'appuyant sur les sondages les plus récents, la plupart des acteurs du marché parient sur une victoire du démocrate Joe Biden face à Donald Trump le 3 novembre, mais n'écartent pas un renversement de tendance ou une contestation des résultats si l'écart est faible. Parmi les valeurs du jour, le titre d'Intel (-10,58 %) a dégringolé après que le groupe a fait part, jeudi soir, d'une baisse de ses revenus trimestriels, notamment du côté des contrats avec les entreprises et gouvernements, que le géant des micro-processeurs attribue à la pandémie. L'action d'American Express (-3,64 %) a reculé après un bénéfice en chute libre au troisième trimestre, en raison de la baisse des dépenses effectuées par les détenteurs de

cartes de l'entreprise depuis le début de la pandémie, lesquels continuent néanmoins dans leur grande majorité à rembourser leurs dettes. Le fabricant de jouets Mattel (+9,56 %) a bénéficié au troisième trimestre de ventes solides de ses poupées, Barbie en tête, de la peluche de Bébé Yoda de la saga Star Wars et des jeux de sociétés comme Pictionary. La semaine prochaine, Wall Street suivra avec attention les résultats des géants américains du numérique, dont Amazon, Alphabet (la maison mère de Google et YouTube), Facebook et Apple, qui publieront tous leurs résultats jeudi après la clôture. Le laboratoire Gilead (+0,20 %) a un peu profité de l'autorisation permanente accordée jeudi par l'Agence américaine des médicaments (FDA) à son médicament antiviral remdesivir pour les malades hospitalisés du Covid-19, confirmant l'autorisation conditionnelle accordée en mai.

Mohamed A.

Pétrole

Les cours chutent après une hausse annoncée de la production libyenne

Les cours du pétrole ont chuté vendredi, réagissant à la décision de la Libye d'augmenter sa production de pétrole, au moment où les négociations sur un plan de soutien économique américain, susceptible de relancer la demande en brut, pâtissent. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en décembre a terminé à 41,77 dollars, en repli de 1,62 % ou 69 cents par rapport à la clôture de jeudi. A New York,

le baril américain de WTI pour le même mois est descendu à 39,85 dollars, en retrait de 1,94 % ou 79 cents par rapport à la clôture de la veille.

La compagnie publique pétrolière Libyenne, la National Oil Corporation, a annoncé dans un communiqué qu'elle allait augmenter sa production à «plus d'un million de barils par jour dans quatre semaines». «Dès que l'information est sortie, les cours

sont tout de suite descendus», a commenté Robert Yawger de Mizuho USA. Le contrat sur le baril de WTI a ainsi chuté de plus de 2,50 % en séance. Si cette augmentation en vue de la production de brut libyenne a déprimé les cours, le manque d'avancée sur les négociations entre la Maison-Blanche et les démocrates pour de nouvelles aides économiques aux Américains a fait le reste.

F. H.

Amendement de la Constitution

Nasri : «L'Etat algérien ne renoncera pas à son caractère social»

■ Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Nasri, a affirmé à Alger que l'Etat algérien «ne renoncera pas à son caractère social» et que le dernier mot «reviendra toujours au peuple».



Par Yacine N.

«Le caractère social de l'Etat algérien prévu par la déclaration du 1^{er} novembre et consacré par le projet de révision de la Constitution est intangible. Le dernier mot revient au peuple dont les intérêts seront toujours défendus par l'Etat», a souligné M. Nasri lors d'une journée de sensibilisation dans le cadre de la campagne référendaire organisée par l'Union nationale de citoyenneté et des droits de l'homme à Chéraga (Alger Ouest).

Le projet de révision de la Constitution «a assis les fondements de l'Etat algérien avec la préservation de son caractère social, la suppression de toutes les disparités, la promotion de la justice sociale, la garantie de la transparence dans la gestion des affaires publiques et l'éradication des disparités régionales en matière de développement, outre l'encouragement à la construction d'une économie diversifiée». Il a indiqué, à ce propos, que le

parachèvement des différentes formules de logements en faveur de l'ensemble des franges sociales était garanti par la Constitution qui stipule en son article 63 que «l'Etat veille à assurer au citoyen l'accès au logement, notamment pour les catégories défavorisées».

«La nouvelle Constitution

constitue une véritable concrétisation des revendications de l'Hirak populaire ayant fait sortir l'Algérie du tunnel», a-t-il déclaré, ajoutant que «le projet d'amendement constitutionnel ouvrira la voie à l'édification d'une Algérie forte de ses institutions et consacrera les droits et libertés tout en assurant l'égalité entre citoyens

en matière de droits et devoirs afin d'aplanir les entraves empêchant la participation du citoyen à la vie politique, économique, sociale et culturelle». Le ministre a appelé, dans ce sens, à voter «oui» pour le projet d'amendement de la Constitution, estimant que «la prochaine échéance jettera des ponts de l'édification de l'Algérie nouvelle». De son côté, le président de l'Union nationale de citoyenneté et des droits de l'Homme, Ali Benrached, a qualifié le projet d'amendement de «référence importante» dans la gestion des affaires du citoyen et de l'Etat, précisant que les libertés et les droits de l'Homme ont bénéficié d'une «importance majeure» à travers notamment l'engagement des pouvoirs publics au respect des dispositions constitutionnelles relatives aux droits fondamentaux et aux libertés publiques.

Il a également estimé que les nouveaux articles prévus par le projet d'amendement constitutionnel constituaient un «bond qualitatif» en matière de droits de l'homme et de droit à la citoyen-

neté.

Le dossier du foncier relatif au programme AADL 2 dans la capitale les clos en novembre

Le dossier du foncier du programme AADL 2 dans la capitale sera clos en novembre, a annoncé le ministre de l'Habitat, Kamel Nasri. Il a précisé que le problème du foncier du programme AADL 2 dans la capitale avait été réglé ces derniers jours, soulignant que le dossier sera clos le mois prochain. «Ce n'était pas chose aisée, mais le problème a pu être réglé grâce aux instructions du gouvernement visant la préservation du caractère social de l'Etat à travers la mise à disposition du foncier pour tous les programmes de logement en vue de leur parachèvement», a fait savoir le ministre.

Les milliers de souscripteurs AADL 2 dans la capitale ayant versé la première tranche verront ainsi leur vœu se réaliser, a-t-il dit.

Y. N.

Ain Témouchent/Covid-19

Prolongation de 7 jours de la mesure de fermeture des commerces et des activités sportives

Les autorités de la wilaya d'Ain Témouchent ont décidé de prolonger la fermeture des commerces et l'interdiction des activités sportives dans les daïras de Beni Saf et Oulhaça de 7 jours supplémentaires, dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie de coronavirus, a-t-on appris, vendredi, auprès des services de la wilaya.

La décision de prolongation, signée par le wali d'Ain Témouchent, M'hamed Moumen, est entrée en vigueur jeudi soir, de 18 heures au lendemain à 6 heures du matin, a-t-on précisé, ajoutant que toute infraction à cette décision est passible de sanctions en application de la réglementation

en vigueur, selon la même source. Cette décision a été prise comme mesure préventive, après que les médecins du Comité scientifique chargé du suivi des développements de la pandémie de Covid-19 ont signalé la nécessité d'en prolonger l'application pour garantir le contrôle de la situation épidémiologique à travers les communes des daïras de Beni Saf et de Oulhaça et c'est ce que les autorités de la wilaya d'Ain Témouchent ont décidé, a déclaré le coordinateur de wilaya de la cellule de crise chargée du suivi des développements de la pandémie de coronavirus, Amar Medjdoub. Le responsable a indiqué que «la situation épidémiologique à travers les communes en

question connaît une stabilité et aucun cas de décès lié au Covid-19 n'a été signalé durant la semaine passée, mais la situation nécessite davantage de précaution et de respecter les mesures de prévention». La décision de la wilaya imposant la fermeture de tous les commerces, des grandes surfaces et l'interdiction provisoire de toutes les activités commerciales et sportives à travers les communes des daïras de Beni Saf et d'Oulhaça, dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation de la pandémie de Covid-19 est entrée en vigueur le 15 octobre en cours, avant d'être prolongée pour une durée de 7 jours supplémentaires.

Farouk F.

Rentrée scolaire à Biskra

Réception de plus de 50 nouvelles infrastructures scolaires

Le secteur de l'Education dans la wilaya de Biskra a été renforcé par la réception de 51 nouvelles infrastructures scolaires, a déclaré le chef de service de programmation et de suivi de la direction de l'Education,

Nabil Achour. Plusieurs infrastructures scolaires relevant des différents paliers éducatifs ont été réceptionnées, en sus de classes d'extension du cycle primaire, de cantines scolaires ainsi que d'unités de dépistage et de

suivi (UDS), a indiqué le responsable, à l'occasion du coup d'envoi de la nouvelle rentrée scolaire. Il s'agit notamment de la réception d'un nouveau lycée doté d'une cantine d'une capacité de 200 repas/jour, dans la

commune de Mekhadma, ainsi qu'une infrastructure similaire dans la commune d'El Houache, a expliqué la même source, ajoutant que quatre nouveaux collèges d'enseignement moyens (CEM) ont été réceptionnés, dont deux au chef-lieu de wilaya, un dans la commune de Sidi Khaled et un autre dans la commune de Tolga.

S'agissant du palier primaire, neuf groupes scolaires ont été livrés, dont cinq à Biskra, deux à Tolga et deux autres à Mekhadma et M'illi, a-t-on détaillé, soulignant que 28 classes d'extension ont été réceptionnées à travers plusieurs établissements primaires. Outre ces nouvelles infrastructures éducatives, six demi-pensions

d'une capacité de 200 repas/jour ont été livrées dans les communes de Lichana, Mchouneche, Al Feïdh, Oumache, Chetma et Zeribet El-Oued, a fait savoir M. Achour. Aussi, un internat a été mis en service à Ras Al-Mayad, en plus d'une Unité de dépistage et de suivi (UDS) au CEM Malek-Bennabi de la commune d'Echaïba, a-t-on noté de même source. A signaler que la wilaya de Biskra compte un total de 589 établissements, dont 394 écoles primaires ayant accueilli aujourd'hui plus de 227 000 élèves dans le respect du protocole sanitaire et du système d'enseignement par groupes imposé par la conjoncture sanitaire actuelle.

Farah T.

Bordj Bou-Arréridj

Remise de 45 bus de transport scolaire au profit des zones d'ombre

QUARANTE-CINQ BUS de transport scolaire ont été distribués mercredi au profit des zones d'ombre de 33 communes de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj et plus de 5 010 trousseaux scolaires ont été remis aux élèves de familles nécessiteuses résidant dans ces localités. L'opération, supervisée par le chef de l'exécutif local Mohamed Ben Malek à l'occasion de la rentrée scolaire 2020-2021, «permettra d'assurer une scolarisation confortable aux élèves de ces localités enclavées et de mettre fin au problème de transport scolaire», ont indiqué les responsables des services de la wilaya. Deuxième du genre, cette initiative intervient après une opération similaire qui avait permis la distribution de 36 bus de ramassage scolaire, a-t-on souligné. Le nombre des moyens de transport s'élève à 81 bus qui ont été distribués au profit des zones enclavées recensées à travers 33 communes de la wilaya de Bordj Bou-Arréridj, selon les services de la wilaya.

R. S.

Théâtre national algérien

Un programme riche pour célébrer le Mouloud

■ Un programme virtuel spécial a été concocté par le Théâtre national algérien pour la célébration du Mawlid Ennabaoui Echarif, annoncent les organisateurs sur la plateforme numérique de cet établissement artistique. Prévu du 26 au 30 octobre courant, cet évènement sera marqué par plusieurs prestations d'artistes algériens de différentes régions du pays. Des conférences autour de la contribution du théâtre dans les activités religieuses seront également animées à cette occasion.

Par Abla Selles

Les activités culturelles se multiplient de plus en plus à l'approche de la célébration du Mawlid Ennabaoui Echarif. Cet évènement religieux ne se passe pas sans animation de soirées musicales et des moments de joie en famille. Cette occasion, célébrée dans tous les pays musulmans, ne verra pas de fêtes dans les grandes salles en raison du Covid-19. Cependant, les plateformes numériques sont nombreuses à proposer des moments en famille, avec des programmes soigneusement choisis pour cette occasion. C'est le cas du Théâtre national algérien qui a concocté un programme varié pour célébrer le Mouloud. De la musique et des conférences sont proposées au public du TNA et des artistes de différentes régions du pays prennent part à cette manifestation.

La soirée d'ouverture sera marquée par la prestation de la troupe de l'Inchad El Kawther. Ce

groupe musical, réputé pour ses belles prestations, interprétera des anachides qui glorifient le prophète (Que le salut soit sur Lui) et sa mission.

La deuxième soirée de ce programme sera animée par l'interprète de musique andalouse Lila Borsali. Elle présentera des chansons de M'dih ainsi que du malouf. La troisième soirée sera animée par l'artiste Abbes Righi qui interprétera des textes inédits et autres nouveaux du répertoire m'dih.

La troupe El Kawthar sera présente une deuxième fois lors de cette manifestation artistique pour animer la soirée du 29

octobre.

La soirée de clôture de ce programme virtuelle sera animée par la grande artiste Bheidja Rahal.

Il est à rappeler que le Théâtre national Mahieddine-Bachtarzi propose, depuis le début du confinement au mois de mars dernier, un programme artistique et culturel riche et varié sur sa plateforme numérique. Du théâtre, de la musique, des spectacles pour enfants sont proposés au public. D'ailleurs, une belle réaction de ce dernier est enregistrée sur les réseaux sociaux.

A. S.

من 26 إلى 29 أكتوبر 2020

فرقة الخوثر للإرشاد الإثنيين 26 أكتوبر
الجمعة 28 أكتوبر
18-02 سا صباحا

فرقة الخوثر للإرشاد الإثنيين 27 أكتوبر
الجمعة 27 أكتوبر
18-02 سا صباحا

بهدجة رحال الجمعة 30 أكتوبر
18-02 سا صباحا

ليلي بورصلي الثلاثاء 27 أكتوبر
18-02 سا صباحا

محاضرات إفتراضية:
● حول توظيف المسرح للمواضيع الدينية (ملتقى المسرح الوطني الجزائري)
● المسرح أداة لتحرير النفس / نشاط: يوسف محقان
● توظيف التراث في العملية المسرحية / نشاط: الدكتور مفتاح خاوي

تابعوا برامجنا الافتراضية... المسرح الوطني الجزائري Théâtre National Algérien

www.tna.dz Théâtre National Algérien

Laetia Hallyday

De nouveaux titres de Johnny en préparation

La veuve du rocker était l'invitée de «C à vous» à l'occasion de la sortie posthume du coffret de Johnny Hallyday «Son rêve américain». Invitée de «C à vous» ce vendredi 23 octobre à l'occasion de la sortie posthume

du coffret de Johnny Hallyday «Son rêve américain», Laetia Hallyday a laissé entendre que de nouveaux titres du chanteur étaient en préparation.

Presque trois ans après la mort du rocker, sa veuve pré-

sente «les ultimes aventures» de Johnny Hallyday, dans un coffret qui inclut deux films, un livre ainsi qu'une chanson inédite intitulée «Deux sortes d'hommes». Cette dernière a été retrouvée récemment par son

ancien directeur artistique Bertrand Lamblot, qui en avait oublié son existence comme il l'a révélé dans une interview pour BFMTV le 9 octobre. «Il y avait d'autres projets, on avançait. On ne regardait pas dans le rétroviseur».

Mais ce coffret pourrait bien ne pas être «l'ultime» aventure que Johnny partage avec son public, puisque, répondant à une question de Pierre Lescurer sur le plateau de «C à vous», Laetia Hallyday a dit «travailler» sur d'autres titres inédits.

Elle a cependant tenu à rester discrète sur le sujet et n'a ajouté aucun détail, si ce n'est que Johnny Hallyday aurait été ravi de présenter ce coffret qui reflète entièrement sa passion pour les États-Unis.

M. K.

R. C.

Cinéma

«La Famille Addams» adaptée en série par Tim Burton

Le créateur de «Dumbo» et «Dark Shadows» souhaite produire une nouvelle adaptation de la célèbre BD «La Famille Addams». La série se déroulerait à notre époque. «La Famille Addams» va faire son grand retour sur nos écrans et c'est Tim Burton qui est derrière le projet. Le scénariste américain prévoit de créer une nouvelle série axée sur le célèbre clan macabre.

L'histoire se déroulera à notre époque et sera racontée du point de vue de Mercredi devenue adulte. L'objectif est de «montrer à quoi le monde de 2020 ressemblerait pour elle» affirme Deadline, jeudi 22 octobre. La nouvelle série sera produite par MGM Television, Tim Burton serait en pleines négociations pour être le producteur exécutif du projet et pour peut-être diriger tous les

épisodes de la série, explique Deadline. Les producteurs de la série «Smallville», Alfred Gough et Miles Millar, seront les scénaristes de la série et seront également showrunners ainsi que producteurs exécutifs aux côtés de Tim Burton.

«La Famille Addams» a été créée par le dessinateur américain Charles Addams, en 1938. Les histoires qui mettaient en scène Morticia, Gomez ou enco-

re Mercredi, étaient publiées dans le magazine «The New Yorker». La bande dessinée a fait l'objet de plusieurs adaptations audiovisuelles et apparaît pour la première fois à la télévision sur ABC en 1964.

La famille se retrouve dans plusieurs longs métrages en 1991, en 1993 et à nouveau dans une série, «La Nouvelle Famille Addams», en 1998.

M. K.

R. C.

Agend'Art

Musée d'art et d'histoire de Tlemcen

Jusqu'au 31 octobre :

Exposition «Repères en fragments» de l'artiste plasticienne Ismahane Mezouar.

Galerie d'art Ifru Design (139, Boulevard Krim-Beikacem, Témely, Alger) :

Jusqu'au 30 octobre :

Exposition collective «Art'air» réunissant les croquis et les photographies retraçant les lieux visités par les jeunes artistes Sulaiman Shaheen, Meksa Yadaden, Hakima Silk et Chafia Leitz, pendant leur séjour artistique à Alger et à Béjaïa. Exposition «Chair & Chère» (peinture) de Nasma Bouda.

Netflix et Kourtrajmé

Des efforts pour «favoriser l'égalité des chances»

Un partenariat entre l'école fondée par Ladj Ly et la plateforme de streaming a été signé pour une durée de trois ans. Netflix s'allie à l'école de cinéma Kourtrajmé créée par le réalisateur Ladj Ly («Les Misérables») afin de «promouvoir une nouvelle génération de talents dans la création cinématographique et audiovisuelle», annonce la plateforme américaine de streaming dans un communiqué ce jeudi 22 octobre.

Le partenariat, signé pour trois ans, prévoit le financement de trois courts métrages réalisés par des groupes d'élèves sélectionnés par l'école ainsi que le financement de travaux d'équipement et celui des moyens de transport des étudiants qui ne résident pas à proximité de l'école.

«L'envie de créer une école indépendante qui apprenne aux cinéphiles tout l'attirail qui

permet de créer un court métrage a toujours été un projet qui me tenait à cœur», commente le réalisateur multircompensé pour «Les Misérables» (prix du jury à Cannes, César du meilleur film...).

Netflix va également contribuer au projet pédagogique de cette école gratuite et sans conditions de diplôme, créée en 2018 en Seine-Saint-Denis, en proposant des ateliers d'écriture destinés à développer l'écriture de séries. La plateforme organisera en outre tables rondes, masterclass, séances de coaching sur l'expression orale et l'exercice du pitch et ses équipes participeront à des jurys.

Netflix avait déjà organisé en juin une masterclass pour les élèves de l'école avec le réalisateur américain Spike Lee, Ladj Ly et l'artiste JR (qui pilote une formation à l'art

dans cette école).

«Nous sommes fiers de soutenir l'école Kourtrajmé qui est devenue une référence incontournable et s'affirme comme un vivier de talents qui incarnent le cinéma de demain. C'est aussi l'opportunité pour nous de raconter des histoires toujours plus authentiques et originales», se félicite Christopher Mack, directeur en charge des partenariats avec les écoles et la communauté créative chez Netflix.

Netflix multiplie depuis plusieurs mois les partenariats dans la formation aux métiers de l'audiovisuel et du cinéma, et s'est déjà allié à l'école des Gobelins (animation), à la Fémis et à l'association 1000 visages dirigée par la réalisatrice Houda Benyamina, qui prône l'inclusion et la diversité au cinéma.

R. I.



Proche-Orient

Trump crie «victoire» après un accord entre Israël et le Soudan

■ Donald Trump a revendiqué vendredi, à 11 jours de la présidentielle américaine, une «énorme victoire pour la paix dans le monde» en annonçant qu'Israël et le Soudan avaient accepté de normaliser leurs relations diplomatiques.

Par Mourad M.

C'est dans le Bureau ovale de la Maison-Blanche, entouré notamment de son ministre des Affaires étrangères Mike Pompeo et de son gendre et conseiller Jared Kushner, que le Président américain a déclaré que les deux pays ennemis avaient fait «la paix».

Il a également affirmé qu'«au moins cinq autres pays arabes voulaient normaliser leurs relations avec l'État hébreu», et dit s'attendre à ce que l'Arabie saoudite figure parmi eux.

M. Trump était au téléphone, sur haut-parleur, avec le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et son homologue soudanais Abdallah Hamdok.

Ce dernier a remercié le Président américain d'avoir décidé de retirer son pays de la liste des États soutenant le terrorisme, sur laquelle il figurait depuis 1993, affirmant que cette décision aurait un impact économique majeur.

«Nous agrandissons le cercle de la paix si rapidement grâce à votre leadership», a dit de son

côté Benjamin Netanyahu, applaudissant aussi un «formidable revirement» de la part du Soudan.

L'Égypte, seul État arabe avec la Jordanie à reconnaître Israël jusqu'au mois dernier, a salué cette annonce.

Donald Trump, à la traîne dans les sondages pour la présidentielle du 3 novembre, s'est réjoui sur Twitter d'une «ENORME victoire aujourd'hui pour les États-Unis et pour la paix dans le monde».

«Le Soudan a accepté un accord de paix et de normalisation avec Israël ! Avec les Émirats arabes unis et le Bahreïn, cela fait TROIS pays arabes en seulement quelques semaines. D'autres vont suivre !», a-t-il écrit.

Émirats arabes unis et Bahreïn avaient signé ces accords avec Israël lors d'une cérémonie en grande pompe, organisée à la Maison-Blanche.

L'un des sujets sensibles dans ces accords de normalisation était la question de la vente d'avions de combat américains F-35 aux Émirats arabes unis, qui menaçait, selon des responsables israéliens, l'avantage

technologique de l'État hébreu au Moyen-Orient.

Benjamin Netanyahu a annoncé vendredi qu'Israël ne s'opposerait pas à la vente de matériel militaire américain aux Émirats, consolidant encore cette entente.

Washington a multiplié les pressions pour que le Soudan normalise ses relations avec Israël avant l'élection présidentielle du 3 novembre, en assurant qu'il n'y avait aucun lien avec la levée des sanctions américaines contre le pays, mais de nombreux observateurs estimaient le contraire.

A Ghaza, le mouvement islamiste Hamas a dénoncé «un péché politique qui nuit au peuple palestinien et à sa juste cause, nuit aussi à l'intérêt national du Soudan (...) et ne bénéficie qu'à Netanyahu».

La présidence palestinienne a aussi «condamné» et «rejeté» l'accord

Juste avant l'annonce de l'agrément entre les deux pays, la Maison-Blanche a annoncé que Donald Trump allait retirer le Soudan de la liste des États soutenant le terrorisme.

Le Président «a informé le Congrès de son intention d'annuler formellement la désignation du Soudan comme État parrain du terrorisme», a indiqué l'exécutif américain.



Cette annonce intervient après que le Soudan a «accepté de résoudre certaines demandes des victimes américaines du terrorisme et leurs familles. Hier, en application de cet accord, le gouvernement de transition du Soudan a transféré 335 millions de dollars sur un compte séquestre pour ces victimes et leurs familles», a précisé la Maison-Blanche.

Il s'agit notamment des attentats perpétrés en 1998 par la nébuleuse jihadiste Al-Qaïda contre les ambassades des États-Unis au Kenya et en Tanzanie, qui avaient fait plus de 200 morts. Le Soudan, jadis paria de la communauté internationale pour avoir accueilli le chef d'Al-Qaïda Oussama Ben Laden dans les années 1990, a été

condamné à verser de telles indemnités par la justice américaine.

L'accord ouvre la voie à «un nouvel avenir de collaboration et de soutien à la transition historique en cours au Soudan», selon la Maison-Blanche.

L'exécutif a enfin appelé le Congrès américain à adopter la loi nécessaire pour mettre en œuvre l'accord.

Les États-Unis ont renoué avec Khartoum déjà sous l'ex-président démocrate Barack Obama, lorsque l'ex-président soudanais Omar el-Béchir a commencé à coopérer dans la lutte antiterroriste et joué le jeu de la paix au Sud-Soudan. La révolution qui a balayé Omar el-Béchir n'a fait qu'accélérer le mouvement. M. M.



Commentaire

Ingérence

Par Fouzia Mahmoudi

Si le président-candidat Donald Trump est aujourd'hui dans la dernière ligne droite avant l'élection présidentielle du 3 novembre prochain, son administration n'en oublie pas pour autant de garder l'œil ouvert sur ses dossiers favoris. En tête, sans surprise, le dossier iranien qui n'a cessé d'être au cœur de la politique internationale du Président républicain. Jeudi encore, les États-Unis ont sanctionné les Gardiens de la révolution, l'armée idéologique de Téhéran, ainsi que des médias iraniens pour «tentative d'ingérence» dans les élections américaines de novembre. «Le régime iranien a visé le processus électoral des États-Unis avec des tentatives éhontées pour semer la discorde parmi les électeurs en répandant la désinformation en ligne et en menant des opérations malintentionnées pour les induire en erreur», a déclaré le Trésor américain dans un communiqué. «Des entités du gouvernement iranien, déguisées en médias, ont visé les États-Unis afin de miner le processus démocratique américain», a-t-il ajouté. Le Trésor n'évoque pas clairement un lien entre ces sanctions et les accusations de John Ratcliffe. Ce dernier a accusé l'Iran d'avoir mis la main sur des données d'électeurs américains et envoyé des e-mails «visant à intimider les électeurs, à inciter aux troubles sociaux et à nuire au Président Donald Trump», candidat à un second mandat. Les autorités iraniennes ont rejeté des «inventions». «Le régime iranien utilise de faux récits et d'autres contenus trompeurs pour tenter d'influencer les élections américaines», a déclaré, jeudi, sans plus de précisions, le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, promettant de continuer à «contrer les efforts de tout acteur étranger qui menacerait le processus électoral». Les entités visées sont les Gardiens de la révolution et leur unité d'élite pour les opérations extérieures, la Force Qods, toutes deux déjà sanctionnées à plusieurs reprises par Washington. Mais aussi le Bayan Rasaneh Gostar Institute, présenté comme l'outil de propagande des Gardiens de la révolution, ainsi que l'Union iranienne des radios et télévisions islamiques et l'Union internationale des médias virtuels. «Le personnel de Bayan Gostar a prévu d'influencer l'élection en exploitant des questions de sociétés aux États-Unis, y compris la pandémie de Covid-19, et de dénigrer des personnalités politiques américaines», a affirmé le Trésor. Reste qu'avec la participation des Iraniens ou pas, la campagne de Trump reste en retard et Joe Biden, le candidat démocrate, est toujours donné vainqueur par tous les sondages concernant le scrutin présidentiel. Toutefois, à travers ces accusations d'ingérence, Donald Trump se donne une raison de contester éventuellement sa défaite le 3 novembre prochain et se prépare dès aujourd'hui à engager un bras de fer pour nier une probable victoire du candidat démocrate à la présidentielle. F. M.

Nagorny Karabakh

Pompeo appelle l'Arménie et l'Azerbaïdjan à mettre fin aux violences

Le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a appelé vendredi l'Arménie et l'Azerbaïdjan à «mettre fin aux violences et protéger les civils» dans la province séparatiste du Nagorny Karabakh, théâtre depuis trois semaines d'un conflit sanglant.

M. Pompeo a rencontré séparément ses homologues azerbaïdjanais, Djejhoun Baïramov, puis arméniens, Zohrab Mnatsakanian, au département d'État à Washington. Il n'y a pas eu de rencontre à trois.

Le chef de la diplomatie américaine a «mis l'accent sur la nécessité de mettre fin aux violences et de protéger les civils», a indiqué le ministre.

Il a répété le souhait de Washington que le conflit soit résolu «sans usage ou menace de la force, (en respectant) l'intégrité territoriale et les droits à la légalité et à l'auto-détermination de la population».

L'Arménie et l'Azerbaïdjan s'accusent mutuellement d'avoir visé la population civile depuis le début des hostilités, le 27 septembre, dans cette région montagneuse de l'Azerbaïdjan contrôlée par des séparatistes arméniens soutenus par Erevan.

Djejhoun Baïramov a assuré avoir demandé à M. Pompeo que l'Arménie mette fin à «l'occupation» du Nagorny Karabakh.

«Nous nous sommes engagés à trouver une solution diplomatique au conflit et sommes prêts à reprendre immédiatement des pourparlers sérieux», a-t-il dit dans un communiqué.

«L'Arménie doit cesser d'éviter d'importantes négociations et choisir la paix durable», a-t-il ajouté.

Zohrab Mnatsakanian a pour sa part accusé Bakou d'être à l'origine des violences et la Turquie d'être impliquée directement dans le conflit «avec du soutien technique militaire (et) l'envoi de terroristes militaires de la région».

Des petits groupes de manifestants portant des affiches de soutien à l'Arménie et à l'Azerbaïdjan se sont invectivés à l'extérieur du bâtiment du Département d'État, séparés par un agent de sécurité du ministère. Avant ces rencontres, Mike Pompeo s'était montré prudent sur le résultat de ces discussions, soulignant que deux cessez-le-feu précédents n'avaient pas été respectés.

Les États-Unis, comme la Russie, ont multiplié les appels au cessez-le-feu dans le Nagorny Karabakh, région à majorité arménienne ayant fait sécession de l'Azerbaïdjan à la chute de l'URSS, lors d'une guerre ayant fait 30 000 morts.

Washington fait partie, avec la France et la Russie, du Groupe de Minsk formé de longue date par l'Organisation sur la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) pour être le principal médiateur dans ce conflit.

La Russie est actuellement en première ligne pour tenter d'apporter une réponse diplomatique aux hostilités, qui ont fait près de 5 000 morts, selon le Président russe Vladimir Poutine.

Washington est officiellement resté neutre, mais Mike Pompeo a récemment dit espérer que l'Arménie puisse «se défendre» face à l'Azerbaïdjan et critiqué l'implication de la Turquie, un allié de Bakou.

Les États-Unis comptent une importante communauté arménienne et ont des liens stratégiques avec l'Azerbaïdjan, une des rares nations musulmanes à avoir des relations diplomatiques fortes avec Israël.



Ligue des champions d'Afrique

Les Egyptiens d'Al Ahly en finale

LE CLUB ÉGYPTIEN d'Al Ahly a validé son billet pour la finale de la Ligue des champions d'Afrique de football grâce à sa victoire 3 à 1 face aux marocains du Wydad Casablanca en demi-finale retour, vendredi, confirmant son succès du match aller (2-0). En finale, le 6 novembre, Al Ahly visera un neuvième sacre dans

cette compétition. L'autre demi-finale, entre le Raja Casablanca et les Egyptiens de Zamalek, sera disputée le samedi 1^{er} novembre. La rencontre, initialement programmée samedi, a été reportée, le club marocain comptant huit joueurs testés positifs au Covid-19. A l'aller, le Raja Casablanca s'est imposé 1 à 0.

Elections de la CAF

Ahmad Ahmad soutenu par 46 fédérations

LE PRÉSIDENT de la Confédération africaine de football (CAF), Ahmad Ahmad, a reçu le soutien de 46 des 54 associations de football du continent pour briguer un second mandat lors des prochaines élections prévues le 12 mars à Rabat (Maroc), rapporte BBC Afrique. Selon la même source, le dernier développement a été confirmé dans une déclaration commune signée par les présidents des six zones d'Afrique. «Aujourd'hui, nous, présidents des six conseils des associations africaines de football, soutenus par 46 présidents de nos 54 associations membres, appelons le président Ahmad à se présenter pour un second mandat afin de poursuivre sa réalisation. S'il décide de le faire, nous le soutiendrons»,

indique le communiqué. Elu le 16 mars 2017 à Addis-Abeba (Ethiopie), Ahmad Ahmad arrive bientôt au terme de son premier mandat. Il avait, pour rappel, battu Issa Hayatou (34 voix contre 20), qui dirigeait l'organisation depuis 1988. Le président en exercice de l'instance africaine n'a pas encore annoncé officiellement s'il briguerait un second mandat à la tête de la CAF. Le Tunisien Tarek Bouchamaoui, membre du comité exécutif de la CAF, a confirmé sa candidature à la présidence dans une lettre adressée ce mois-ci à la Fédération tunisienne de football mais n'a pas encore soumis de candidature officielle. L'instance dirigeante du football africain dévoilera les noms des candidats le 11 janvier 2021 sur son site officiel.

Match amical

ESS-NAHD annulé

LA RENCONTRE amicale entre l'Entente Sportive de Sétif (ESS) et le NA Hussein Dey, prévue samedi à Annaba, a été officiellement annulée, a annoncé vendredi le club des Hauts-Plateaux. Dans une autre confrontation amicale, disputée mercredi, l'ESS s'était imposée devant la 5^e Région militaire sur le score de 3 à 2. Deux autres matchs amicaux sont au programme de la formation sétifien-

ne. Le premier l'opposera à la Jeunesse Sportive de Skikda, le mercredi 27 octobre (15h00), dans son antre du 8-Mai-1945, avant de conclure cette série de joutes amicales le vendredi 30 octobre, à 15h00, face au NC Magra, également au stade du 8-Mai 1945. Lors de la 1^{re} journée du Championnat d'Algérie de Ligue 1, prévue le 28 novembre, l'ESS sera en déplacement à Alger pour y affronter l'USM Alger.

Judo

Les Championnats d'Afrique-2020, toutes catégories, délocalisés à Madagascar en décembre

LES CHAMPIONNATS d'Afrique de judo hommes et dames individuels, par équipes et Kata, (cadets, juniors et seniors), ont été officiellement transférés à Antananarivo (Madagascar), et auront lieu du 20 au 27 décembre 2020, a-t-on appris auprès du 1^{er} vice-président de l'Union africaine de judo (UAJ) et responsable des compétitions, l'Algérien Mohamed Meridja. «La compétition programmée au Maroc et reportée plusieurs fois, a été finalement, attribuée à Madagascar, après avoir constaté l'impossibilité de tenir le rendez-vous au Maroc, en raison de la dégradation de la situation sanitaire liée à la pandémie de coronavirus (Covid-19) qui prévaut dans ce pays», a indiqué à l'APS Meridja. L'organisation de ces Championnats d'Afrique de judo seniors (messieurs et dames) qui seront qualificatifs aux Jeux olympiques de Tokyo-2021 en individuels, avaient été attribuée au Maroc pour le mois de juin, puis novembre, avant le désistement définitif des Marocains. «Ce

rendez-vous est cruciallement important aux athlètes du continent, puisqu'il leur permettra d'engranger beaucoup de points supplémentaires au classement de qualification olympique à Tokyo et améliorer leurs positions, en attendant d'autres participations aux tournois internationaux et ceux des Grands Slam», a expliqué le 1^{er} vice-président de l'instance de judo continental. Le programme des Championnats d'Afrique d'Antananarivo, prévus au Palais des sports de Mahamasina, avec une participation attendue de 600 athlètes, et se poursuivra avec les juniors (individuels et équipes). Les seniors entreront en lice le 24 décembre pour trois jours de compétition : kata, individuel, par équipes et enfin mixtes. Par ailleurs, l'Union africaine de judo (UAJ) a attribué l'organisation du Championnat d'Afrique 2021 au Maroc et à la Tunisie celui de 2022, l'année du renouvellement des instances de l'UAJ.

Tournoi de l'UNAF U20

Les «Verts» travaillent dur

■ L'équipe nationale des U20, qui prépare le tournoi de l'UNAF de la catégorie, qualificatif à la CAN-2021, a poursuivi son stage de pré-sélection au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa (Alger).



Les Verts continuent leur préparation

Par Mahfoud M.

«**D**ans le cadre du stage (22 au 25 octobre 2020), quatorze joueurs algériens évoluant à l'étranger ont rejoint, depuis Paris, le CTN de Sidi Moussa. Quatre joueurs ont manqué à l'appel, dont trois pour cause de coronavirus, à savoir les deux Marseillais de l'OM, Joakim Jean-Philippe Kada et Yanis Ahmed Hadjem ainsi que Redouane Tbahiriti du Stade de Reims, alors qu'Aymen Abdelkrim Boutoutaou s'est blessé. Quant à Enzo Elias Lamrani, sociétaire de l'AS Nancy Lorraine, il a tenu à être présent – avec des béquilles – malgré une blessure qu'il a contractée la veille à l'entraînement», a écrit l'instance fédérale sur son site

officiel. «Après s'être installés au niveau de leurs chambres, les joueurs ont été conviés à l'amphithéâtre Omar-Kezzal pour les présentations d'usage et le discours d'ouverture du stage avant de fouler le terrain pour une première séance d'entraînement à 18h00», a ajouté la même source. L'équipe nationale de la catégorie a bouclé mardi dernier la première partie du stage de préparation réservée aux joueurs locaux, en faisant match nul (0-0) en amical devant la 1^{re} Région militaire. La deuxième partie du regroupement est exclusivement réservée aux joueurs évoluant à l'étranger. Ces stages entrent dans le cadre de la préparation du tournoi de l'Union nord-africaine de football (Unaf) en Tunisie, qualificatif à la Coupe d'Afrique des nations-2021

(CAN-2021) de la catégorie en Mauritanie, du 16 février au 4 mars prochains.

Match nul face au MCA

Sur un autre plan, la sélection des moins de 20 ans (U20) et le MC Alger se sont neutralisés sur le score de 3 à 3, en match amical disputé vendredi à Alger. Le MCA menait 2 à 0 à la mi-temps, avant que les «Verts» ne réagissent en deuxième période pour revenir à la marque et terminer le match sur un score de parité. L'équipe nationale des U20 a entamé jeudi, au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), un stage de pré-sélection réservé aux joueurs évoluant à l'étranger.

M. M.

Djamel Benlamri

«Je vais me battre pour le club»

Le défenseur algérien Djamel Benlamri a ouvert son cœur au «Progrès», journal de Lyon, et a parlé de son adaptation et de ses objectifs avec son nouveau club l'Olympique Lyonnais. L'ancien du NAHD a indiqué qu'il ne compte pas lâcher et va lutter pour avoir sa chance mais aussi rester derrière son club même si l'entraîneur a décidé de le garder sur le banc : «Je suis prêt à me battre pour le groupe quand je joue, à l'entraînement, au vestiaire ou que je sois sur le banc, je serai toujours là pour mon club». Le défenseur international algérien a ensuite parlé des supporters de l'OL et a déclaré : «Je sais qu'ils



supportent leur équipe pendant 90 minutes, font des tifos, préparent les déplacements. Il y a des gens qui ne travaillent pas, des pères de famille, ils font des sacri-

fices pour nous, pour l'OL, et ça on ne doit pas l'oublier, il faut avoir une relation entre les deux parties parce que les supporters font partie du club».

AS Saint-Etienne

Boudebouz reste chez les Verts

Annoncé partant pour le Qatar, Ryad Boudebouz va finalement rester à Saint-Etienne après l'échec de son transfert vers Qatar SC.

Alors que tout semblait fait,

avec une indemnité de transfert de 500 000 € négociée entre les deux clubs, le joueur âgé de 30 ans n'aurait pas accepté les conditions financières.

Son entraîneur à Saint-

Etienne, Claude Puel, a déjà annoncé que le joueur allait rester. Boudebouz devrait retrouver le groupe professionnel comme Wahbi Khazri lui aussi donné partant mais finalement repêché.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Skikda

Déraillement d'un wagon de train chargé de phosphate

L'UN DES 15 wagons d'un train transportant le phosphate a déraillé vendredi, au lieu-dit «Pont des cavaliers» (Jisr El Foursane) dans la commune de Ramdane Djamel (Sud de Skikda), a-t-on appris, hier, des services de la Protection civile de cette wilaya. Lors du déraillement du wagon de ce train en provenance de la wilaya de Constantine vers Annaba, aucun déversement du phosphate n'a

été enregistré, a précisé la même source, ajoutant que la Protection civile a mobilisé cinq équipes qui ont remis le wagon sur les rails à l'aide d'une grue acheminée de la wilaya de Constantine, une opération qui a duré plus de 12 heures. L'opération d'intervention a été supervisée par le directeur de la Protection civile de la wilaya de Skikda, le colonel Brahim Mohamadi. **Ali O.**

Migrations

Frontex mise en cause pour des refoulements en mer

L'AGENCE européenne de surveillance des frontières, Frontex, est impliquée dans plusieurs incidents de refoulement en mer de bateaux de demandeurs d'asile traversant la mer Egée, entre la Turquie et la Grèce, affirme une enquête de plusieurs médias, dont le magazine allemand «Spiegel».

Les investigations menées «montrent pour la première fois que les responsables de Frontex sont conscients des pratiques illégales des gardes-frontières grecs – et sont en partie impliqués dans les refoulements eux-mêmes», écrit le «Spiegel» dans un article disponible en ligne hier. Les journalistes assurent avoir documenté six cas survenus depuis avril en mer Egée, dans lesquels des équipes de Frontex ont au minimum assisté sans réagir à des refoulements vers la Turquie de bateaux de réfugiés se trouvant dans les eaux grecques, une pratique illégale. Dans un cas, en juin, une vidéo montre un navire de Frontex bloquant un bateau de réfugiés, puis, dans une autre scène enregistrée, passant devant le bateau de réfugiés à grande vitesse avant de quitter les lieux.

Outre le «Spiegel», les recherches ont été menées par un magazine de la chaîne allemande ARD, le collectif de journalistes «Lighthouse Reports», la plateforme d'investigations «Bellingcat» et la chaîne de télévision japonaise «TV Asahi». Les auteurs expliquent avoir comparé des «dizaines» de vidéos, images satellite, récits de témoins oculaires, dont des réfugiés et des employés de Frontex. L'agence européenne de surveillance des frontières a engagé plus de 600 agents en Grèce, une des portes d'entrée de l'UE, ainsi que des bateaux, des drones et des avions, selon l'article.

Frontex n'a pas commenté les cas précis soulevés par la recherche, indique le «Spiegel», mais a déclaré que ses agents étaient liés par un code de conduite en matière de droits de l'homme et respectaient l'interdiction des refoulements. Sans mentionner l'article, Frontex a indiqué vendredi soir sur son compte Twitter avoir été «en contact avec les autorités grecques à propos d'incidents en mer ces derniers mois» et qu'Athènes avait ouvert une «enquête interne». **R. M.**

Boumerdès

Djezzy participe activement à l'exercice de simulation Orsec

DJEZZY a participé, hier, à l'exercice de simulation dans le cadre du plan Orsec organisé au niveau de la wilaya de Boumerdès par le ministère de la Poste et des Télécommunications, en partenariat avec le ministère de l'Intérieur, afin d'assurer les services de communication en cas de situation de catastrophe naturelle. A cette occasion, Djezzy a mis en place d'importants équipements techniques au niveau du Complexe sportif de Boumerdès où a eu lieu une partie de l'opération, en déployant une antenne réseau mobile pouvant assurer les services voix et internet sur un vaste territoire.

Le président-directeur général de Djezzy, Matthieu Galvani, a tenu à marquer sa présence à

cet événement. Etaient également présents Ali Zeggane, directeur des Opérations technologiques et Bernard Sanchez, DG adjoint chargé de la Régulation. Lors de son passage au stand de Djezzy, le ministre de la Poste et des Télécommunications a exprimé ses vifs remerciements quant à la

mobilisation et l'intérêt que portent les dirigeants de l'entreprise à la réussite de cette opération. En tant qu'entreprise algérienne détenue à 51 % par le FNI, Djezzy entend apporter sa contribution au développement du secteur des télécoms et à l'émergence d'un écosystème numérique en Algérie. **Communiqué**

Accidents de la route

9 morts et 359 blessés ces dernières 48 heures

NEUF PERSONNES ont trouvé la mort et 359 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, indique un bilan de la Protection civile rendu public hier.

Par ailleurs, cinq membres d'une même famille, âgés respectivement de 34, 32, 8 et 5 ans, ainsi qu'un bébé de 3

La courbe du coronavirus Repart à la hausse



Loomis

Djalou@hotmail.com

Parc national du Djurdjura

Nouvelle plantation de semis à la volée de cèdre à Tala Guilef

■ Une nouvelle opération de plantation et de semis à la volée de cèdre a été organisée vendredi dernier dans le secteur de Tala Guilef relevant du Parc national du Djurdjura (PND).

Hamid M.

L'opération a regroupé pas moins de 80 forestiers en plus de nombreux bénévoles et amoureux de la nature. La plantation a été initiée dans le cadre de la célébration de la Journée nationale de l'arbre. Les initiateurs se fixent l'objectif de toucher une bonne partie des plus de 5 400 ha du PND du sec-

teur de Tala Guilef relevant des communes de Boghni, Assi youssef, Ait Bouadou et Agouni Gueghrane, dans la wilaya de Tizi Ouzou. Néanmoins, des actes de vol de plants sont enregistrés dans la même zone, œuvres d'individus sans scrupules sans que cela ne décourage l'équipe dynamique du PND, déterminée à poursuivre et à rééditer ce genre d'initiative pour une régénération de la flore au niveau de cette importante assiette forestière du Djurdjura.

Hamid M.

M'SILA

Saisie de 4 fusils de chasse et de munitions

LES ÉLÉMENTS de la Gendarmerie nationale de la wilaya de M'sila ont saisi quatre fusils de chasse dans les communes d'Ouled Addi Guebala et de Berhoum, a-t-on appris, hier, du groupement territorial de ce corps constitué.

Cette opération, réalisée sur informations faisant état de la présence de contrebandiers exerçant le trafic de fusils de chasse et de munitions, a égale-

ment permis la saisie d'une quantité de munitions et l'arrestation de quatre individus impliqués dans cette affaire, a précisé la même source.

Les personnes impliquées dans cette affaire seront présentées devant le parquet pour le chef d'inculpation «possession et commercialisation et trafic d'armes», ont conclu les services de la Gendarmerie Nationale.

R. N.

incendies urbains et divers dans les wilayas de Boumerdès, Djelfa, Souk Ahras, Oran et Tizi-Ouzou. Quatre personnes incommodées par la fumée dans la wilaya de Souk Ahras, suite à un incendie qui s'est déclaré dans un dépôt de stockage à la cite Ghelouci, ont été traitées sur place puis évacuées vers hôpital local. **Yanis F.**